

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 19/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEMOURS France

Accounts Payable-Défense Plaza
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9
92000 Nanterre

Références : IC-R/0374/24-SD/SL
Code AIOT : 0005104648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement CHEMOURS France implanté Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 09/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMOURS France
- Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CHEMOURS à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	PC n°12 : Etat initial : Tuyauterie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC n°1 : Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	PC n°2 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
3	PC n°3 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
4	PC n°4 : Réservoir - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.A	Sans objet
5	PC n°5 : Réservoir - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.B	Sans objet
6	PC n°6 : Réservoir - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.C	Sans objet
7	PC n°7 : Réservoir - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.D	Sans objet
8	PC n°8 : Réservoir - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.E	Sans objet
9	PC n°9 :	Arrêté Ministériel du 01/06/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Réservoir - Organisation	article 25.III.F	
10	PC n°10 : Réservoir - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.G	Sans objet
11	PC n°11 : Rétention - Organisation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.I.F	Sans objet
13	PC n°13 : Modalités de suivi des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a identifié les équipements concernés par la démarche du plan de modernisation des installations industrielles PMII (vieillesse).

Les suivis sont réalisés. Les points de contrôles ont permis d'identifier des axes d'amélioration dans les documents d'enregistrement afin que ces derniers soient conclusifs sur le maintien en fonctionnement ou pas des installations contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC n°1 : Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas identifié que le site n'était pas soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010. A la lecture des textes réglementaires, il a été acté que le site était soumis à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 1er juin 2015 concernant la rubrique 4331. En effet, le site Chemours de Villers Saint Paul n'est pas soumis à autorisation pour l'une des rubriques concernées et ne stocke pas les substances désignées au point n°2 de la prescription. Le site est soumis à enregistrement pour la rubrique 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est supérieure ou égale à 100 tonnes mais inférieure à 1 000 tonnes.

Ainsi pour les points de contrôles suivants concernant les réservoirs, l'arrêté du 01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sera la référence réglementaire.

L'exploitant a informé l'inspection qu'il réalise un suivi de tous les réservoirs et de toutes les capacités même non soumis à PM2I du fait du standard de sécurité de process industriel du groupe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC n°2 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Le site est soumis à autorisation pour plusieurs rubriques. Il est ainsi assujetti à l'arrêté du 4 octobre 2010.

Toutefois, l'exploitant n'a pas identifié de réservoir d'une contenance minimum de 10 m³ ou 100

m ³ stockant une substance ayant une mention de danger citée au sein de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC n°3 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables : Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis à autorisation pour plusieurs rubriques. Il est ainsi assujetti à l'arrêté du 4 octobre 2010.</p> <p>L'exploitant a identifié une tuyauterie de chlore soumis au vieillissement du fait que cette dernière est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'il a mandaté la société APAVE afin de mettre à jour le recensement des tuyauteries. Ce recensement est en cours d'élaboration. Il concerne les thématiques des équipements sous pression et du PM2I.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a pas identifié de tuyauterie soumise à PM2I autre que celle du Chlore.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC n°4 : Réservoir - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.A
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – Plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes. Ce plan comprend : - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure référencée MAI-P-039 est rédigée dans le but d'encadrer notamment la démarche PM2I pour les réservoirs et les capacités.</p> <p>La liste des réservoirs et des capacités est gérée par le service maintenance. Cette liste identifie 10</p>

réservoirs concernés par le PM2I (comme indiqué dans le PC n° 1, ces réservoirs sont en fait soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 01/06/2015). Aucun des réservoirs n'a un volume égal ou supérieur à 100 m³.

Le service hygiène, sécurité et environnement (HSE) gère les FDS (fiche de données de sécurité). Ce service demande une mise à jour de la FDS au fournisseur tous les 5 ans. Le service HSE étudie les modifications des FDS et notamment les mentions de danger et en informe les services techniques et le service maintenance. Le service maintenance modifie au besoin le suivi d'un équipement le cas échéant.

Le plan d'inspection est formalisé et enregistré dans la GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur) du site désigné "MIQA" (Mechanical Integrity et Quality Assurance).

Le plan d'inspection présente notamment :

- l'équipement ;
- la matière stockée ;
- la réglementation applicable ;
- le mode de dégradation ;
- la date de la dernière vérification ;
- la fréquence de contrôle ;
- la nature du contrôle à réaliser.

Le service maintenance suit les dates de réalisation des contrôles à effectuer.

En cas de dépassement de la date de contrôle planifiée, le logiciel présente la date concernée en rouge.

Par sondage les dates de contrôles des installations concernées par le PM2I ont été contrôlées. Le jour de l'inspection, le logiciel n'indiquait pas de retard. Les visites de routines sont réalisées tous les 6 mois au lieu des 12 mois réglementaires à la volonté de l'exploitant. Les visites de routines sont réalisées par le service maintenance du site ou par un sous-traitant habilité, le plus souvent la société « Actenium » en fonction des disponibilités du service maintenance de l'entreprise.

Les visites détaillées sont réalisées tous les 3 ans ou 5 ans selon les retours d'expérience. Ce retour d'expérience est alimenté suite à un changement d'équipement du site constatant des défauts ou lors d'une inspection précédente. Les visites détaillées sont réalisées par les sociétés SGS ou Bureau Veritas. L'exploitant fait réaliser des inspections hors exploitation détaillées en plus de la réglementation applicable par les mêmes sociétés.

Des rapports sont rédigés pour toutes les vérifications routines et détaillées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC n°5 : Réservoir - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.B

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir : Dossier de suivi individuel

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un dossier de suivi individuel, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes. Ce dossier comprend a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : - date de construction, date de mise en service et code ou norme de construction utilisés ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des liquides successivement stockés dans le réservoir ; - la limite de température de réchauffage, si nécessaire ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes, normes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de

l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de l'inspection, par sondage le dossier de suivi individuel du réservoir R733 a été consulté. L'exploitant archive les documents numériquement et physiquement sur le site. Le dossier constructeur et le plan constructeur ont été présentés à l'inspection des installations classées. Ces documents intègrent toutes les informations de la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC n°6 : Réservoir - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.C
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir : Visite de routine
Prescription contrôlée : Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.
Constats : Le jour de l'inspection, par sondage l'application MIQA a été contrôlée sur le respect des visites de routine sur les réservoirs réglementairement concernés par le PM2I. L'inspection n'a pas observé de dépassement des délais de réalisation des visites de routine. Comme décrit dans les précédents constats, l'exploitant réalise une visite de routine tous les 6 mois au lieu des 12 mois réglementaires. L'exploitant a créé un document d'enregistrement qui est notamment constitué d'une liste de points à contrôler. Les visites de routine sont réalisées par le service maintenance du site ou par un sous-traitant habilité, le plus souvent la société « Actenium" en fonction des disponibilités du service maintenance de l'entreprise. Le jour de l'inspection il a été contrôlé par sondage la dernière visite de routine du réservoir R733. Cette visite de routine a été réalisée le 10 juillet 2024 par la société Actenium. Cette visite de routine est formalisée au sein d'un document d'enregistrement (MAI-P-039-ENR0012). Ce document d'enregistrement liste des points de contrôle visuels à réaliser. Le document d'enregistrement est daté et signé mais ne conclut pas sur le maintien en service de l'équipement contrôlé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Observation n°1 :</u> Il a été constaté le jour de l'inspection que le document d'enregistrement de visite de routine n'était pas conclusif. Ainsi il ne précise pas si l'équipement concerné peut toujours être utilisé. L'exploitant mettra à jour son document d'enregistrement de visite de routine afin qu'il soit conclusif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC n°7 : Réservoir - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.D
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir : Inspections externes détaillées
Prescription contrôlée : Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;- une inspection visuelle de l'assise ;- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
Constats : Les visites détaillées sont réalisées tous les 3 ans ou 5 ans selon les retours d'expérience. Ce retour d'expérience est alimenté suite à un changement d'équipement du site constatant des défauts ou lors d'une inspection précédente. Les visites détaillées sont réalisées par les sociétés SGS ou Bureau Veritas. L'exploitant a rédigé un document d'enregistrement qui reprend l'ensemble des points à contrôler de la présente prescription. Ce document d'enregistrement liste également les points singuliers (mode de dégradation) retenus par l'exploitant. Les mesures d'épaisseurs sont comparées aux données constructeur (épaisseur minimum). Le rapport de l'inspection externe détaillée est daté, signé du technicien et conclusif sur le maintien en fonctionnement de l'équipement contrôlé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC n°8 : Réservoir - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.E
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir : Inspections hors exploitation détaillées
Prescription contrôlée : Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et

<p>les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;</p> <p>- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.</p> <p>Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable.</p> <p>Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas concerné par les inspections hors exploitation détaillées car le volume des réservoirs est strictement inférieur à 100 m³. Toutefois, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que des inspections hors exploitation détaillées étaient réalisées sur les réservoirs et capacités du site selon les directives du groupe Chemours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : PC n°9 : Réservoir - Organisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.F</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir : Ecart constatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des rapports sont rédigés pour toutes les vérifications de routine et les inspections externes détaillées.</p> <p>Par sondage un rapport de visite externe détaillée et un rapport de visite de routine ont été contrôlés.</p> <p>Le service maintenance réceptionne les rapports et les étudie. En fonction des conclusions, le service maintenance enregistre le cas échéant les actions à réaliser au sein d'un plan d'action général site. Les actions sont suivies dans ce plan d'actions avec un pilote, un délai et une clôture. Cette clôture inclut un contrôle le cas échéant (vérification technique).</p> <p>Les documents liés à la démarche PM2I sont archivés depuis le début du suivi.</p> <p>Le cas échéant, si des modifications sont réalisées, elles sont gérées dans le processus MOC (management of change). Ainsi, en cas de modifications des installations les plans seraient mis à jour via ce processus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : PC n°10 : Réservoir - Organisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25.III.G</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir : Personnes compétentes et guides professionnels.</p>

Prescription contrôlée :

Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées soit :

- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;
- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de l'inspection des installations classées pour toutes les activités de contrôle prévues par le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 ;
- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;
- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé de l'inspection des installations classées, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.

Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les visites d'inspection externe détaillées sont réalisées par des organismes indépendants habilités. L'exploitant fait référence notamment au DT94 pour établir sa fréquence minimale d'inspection et établir les modes de dégradations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PC n°11 : Rétention - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.I.F

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure.

Constats :

L'exploitant a intégré à la procédure MAI-P-039 le contrôle des rétentions. L'exploitant gère un planning dans l'application MIQA de toutes les rétentions avec un planning de réalisation. Elles sont contrôlées tous les ans par un organisme extérieur. Le dernier contrôle a été réalisé le 14 août 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PC n°12 : Etat initial : Tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial : Tuyauterie
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Sur cette prescription, uniquement l'état initial de la tuyauterie a été contrôlé. Le jour de l'inspection, par sondage, une partie du dossier technique de la tuyauterie de chlore a été contrôlée. Les éléments contrôlés ont permis de constater la présence des éléments référencés au sein du 3.3 du DT 96. Par ailleurs, cette prescription a permis également de reprendre les éléments constatés lors de l'inspection du 25/04/2017 sur la thématique PM2I de la tuyauterie de chlore. Ainsi il a été demandé à l'exploitant de démontrer que conformément à la préconisation du constructeur sur une portion de la tuyauterie de chlore, cette dernière ne peut pas être utilisée en dessous de - 7,8°C. Le jour de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classée avoir paramétré une sonde de température à -7,5°C afin de couper la circulation du chlore dans la tuyauterie en cas d'atteinte de cette température (asservissement). La plage d'incertitude pour cet instrument de mesure est de +/- 0,5°C. Le 06 septembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courriel que la sonde de température sera réglée à -7°C sous un délai d'un mois. Non conformité n°1 (fait modéré) : Le constructeur d'une portion de la tuyauterie de chlore indique que cette dernière doit fonctionner à une température supérieure à -7,8°C. L'exploitant a mis en place une sonde de température sur la ligne concernée avec un réglage à -7,5°C (avec asservissement de la fermeture des vannes de la tuyauterie concernée). Toutefois cette dernière a une incertitude de mesure de +/- 0,5°C. Ainsi, la sonde de température ne permet pas, avec sa plage d'incertitude, d'empêcher l'utilisation de la portion de tuyauterie de chlore à une température supérieure à -7,8°C.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : L'exploitant mettra en place un réglage de la sonde de température de la portion de la tuyauterie de chlore concernée à une température supérieure à 7,8°C incluant l'incertitude de mesure de l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : PC n°13 : Modalités de suivi des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi des tuyauteries

Prescription contrôlée :

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

Pour la tuyauterie de chlore concernée par le PM2I, le plan d'inspection sous MIQA n'est pas rédigé. Il sera complété après la remise du rapport de recensement des tuyauteries concernées en fin d'année 2024. Toutefois, à ce jour, l'exploitant utilise un fichier excel qui reprend les informations de l'application MIQA.

La dernière inspection de la tuyauterie de chlore du 31 juillet 2024 a consisté en un contrôle visuel et des mesures d'épaisseur.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'enregistrement ENR006 de la procédure MAI-P-011 qui définit le plan d'inspection de la tuyauterie de chlore. Ce dernier précise notamment :

- la classe de la tuyauterie (classe 1) ;
- l'examen visuel et la mesure d'épaisseur est réalisée tous les ans ;
- les points singuliers ;
- les modes de dégradation ;
- la liste des contrôles à réaliser (mesures d'épaisseur, inspection visuelle)
- la fréquence de 60 mois.

Ce document d'enregistrement a été approuvé par la société Bureau Veritas le 13/04/2018.

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé par sondage le contrôle de l'année 2022 de la tuyauterie de chlore. Lors de ce contrôle, il a été réalisé un contrôle visuel et des mesures d'épaisseur des points singuliers. Ces mesures d'épaisseur sont comparées aux données constructeur (épaisseurs minimums). Ce contrôle a été réalisé le 4 août 2022 par la société SGS. Ce rapport est daté et signé mais n'est pas conclusif malgré la présence d'un cartouche "avis de l'organisme de contrôle".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : Les rapports de contrôle des tuyauteries devront être mis à jour afin que ces derniers intègrent une conclusion sur le fait que les équipements peuvent continuer à être utilisés.

Type de suites proposées : Sans suite